

Cours - «La gouvernance économique mondiale depuis 1944 » [CA v1.3]

Notes : correspond au chap. du programme de même nom et au **Livre TL/TES Belin p. 370-393**

- les cours de géographie sur la mondialisation fournissent de nombreuses informations précises sur les institutions internationales économiques et la gouvernance mondiale actuelles.

Sommaire

Introduction.....	1
1. De 1944 aux années 1970 : la recherche d'une gouvernance mondiale se fait à l'intérieur du système de Bretton Woods.....	1
2. De la fin de Bretton Woods (1971-1976) à la crise de la dette de la zone euro (depuis 2010) : une gouvernance mondiale néolibérale.....	4
Conclusion.....	5

Introduction

L'idée d'une coopération entre États pour organiser la société internationale n'est pas nouvelle mais elle ne débouche sur aucune réalisation d'importance mondiale avant la création de la [Société des Nations](#) (SDN, 1919-1946). L'après Seconde Guerre mondiale (1939-1945) marque une étape majeure dans la prise de conscience de la nécessité d'une échelle mondiale de gouvernement. La gouvernance mondiale peut se définir comme la gestion collective de la planète.

Quelles évolutions a connu la gouvernance économique mondiale depuis 1944 ?

Les États-Unis entreprennent de 1944 à 1948 la mise en place d'un ensemble d'institutions internationales qui garantissent la prospérité économique et la stabilité financière. Ce cadre est remis en cause, à partir des années 1970, par la mondialisation accélérée et le triomphe du néolibéralisme.

1. De 1944 aux années 1970 : la recherche d'une gouvernance mondiale se fait à l'intérieur du système de Bretton Woods

Livre TL/TES Belin p. 374-375, dossier Bretton Woods

- **Les espoirs d'un nouvel ordre mondial pour l'après-guerre** : le système né des [accords de Bretton Woods](#) (conférence sur la côte nord-est des États-Unis, signés par 44 pays le 22 juillet 1944) constitue une des tentatives les plus réussies et durables d'établir des règles et

des institutions économiques internationales. Les dirigeants occidentaux ont retenu la leçon de la [conférence de paix de Paris](#) (1919-1920) qui n'avait pris aucune mesure sérieuse pour relancer les économies européennes. L'économiste britannique [John Maynard Keynes](#) (mort en 1946), qui avait dénoncé cette inaction dangereuse dans un pamphlet influent [Les Conséquences économiques de la paix](#) (1919), va jouer un rôle important à Bretton Woods (représentant du Trésor britannique, il a, avec son homologue américain [Harry Dexter White](#), un double rôle de concepteur et de négociateur). Le [Keynésianisme](#), variante du [libéralisme économique](#) favorable à l'[interventionnisme](#) et à l'[État-providence](#) (*Welfare State*), va dominer la pensée économique jusqu'aux années 1970. Certains spécialistes utilisent la notion de [libéralisme intégré](#) (*Embedded Liberalism*) afin de caractériser le système économique occidental de cette même période.

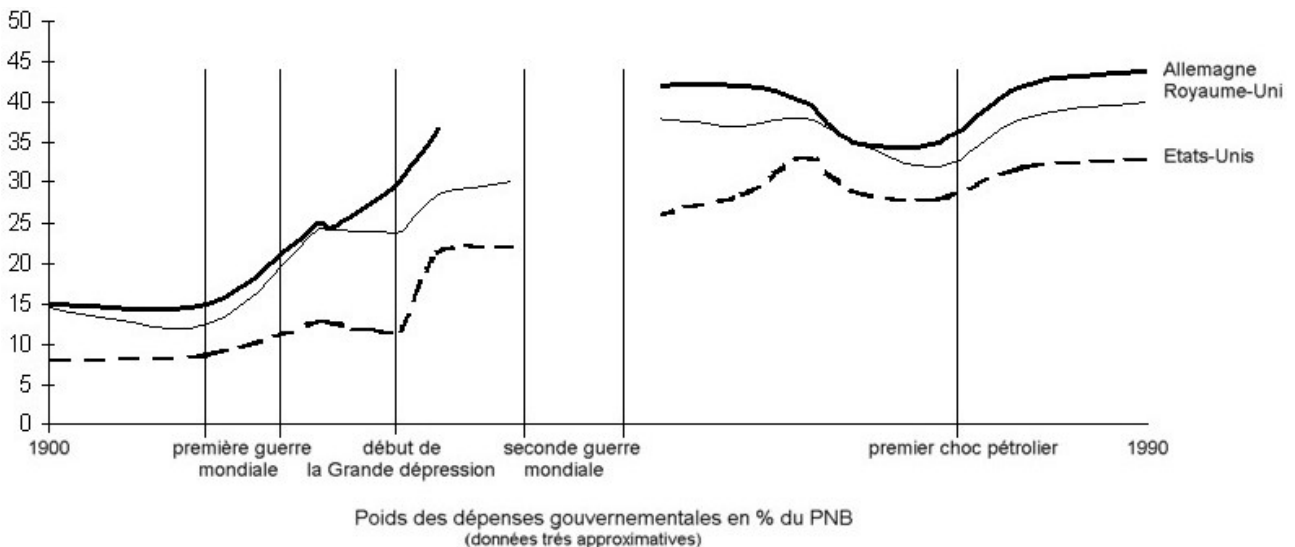


Illustration 1: Graphique des dépenses gouvernementales en pourcentage du [Produit National Brut](#) depuis 1900 en Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis [[source](#)]

- **Reconstruction, stabilisation et mondialisation** : en 1944, le but pratique et immédiat est d'abord de reconstruire l'économie mondiale après la guerre la plus destructrice de l'histoire ; d'assurer la stabilité monétaire avec un nouveau [système monétaire international](#) et de mettre en place un système cohérent de financement ; de développer les échanges internationaux après une période de **déclin de la mondialisation de 1914 à 1945**, liée aux deux guerres mondiales et à la crise de 1929 (initiée par le [Krach de Wall Street](#)), pendant laquelle les économies nationales se sont refermées sur elles-mêmes. Les [accords de Bretton Woods](#) organisent donc l'économie mondiale autour de deux piliers : des institutions économiques internationales et l'hégémonie des états-Unis. La logique du système reste celle du [multilatéralisme](#) classique (ou « action collective ») fondé sur un fonctionnement inter-étatique.
- **Un « capitalisme organisé » (Keynes) avec une mondialisation institutionnelle** : l'expérience récente de l'[économie de guerre](#) (1914-1918 et 1939-1945), des [réparations allemandes \(1919-1933\)](#) et

des réactions à la crise de 1929 (ex. : [New Deal](#), 1933, du président américain [Franklin Delano Roosevelt](#)) jouent un rôle clé. Trois grandes institutions économiques internationales sont prévues : le [Fonds Monétaire International](#) (FMI, 1944), la [Banque Mondiale](#) (BM, 1945) et l'Organisation internationale du commerce (OIC). La cohérence du système repose sur l'affectation à chacune d'entre elles des trois grandes fonctions de l'État : la réglementation des marchés doit être assurée par l'OIC, la régulation de l'activité par le FMI, la redistribution vers les plus pauvres par la BM. Les domaines du commerce, du développement et de la finance sont clairement séparés. L'OIC n'existera jamais à cause du refus du [Sénat des États-Unis](#) de [ratifier](#) la [Charte de La Havane](#) (Cuba, mars 1948). C'est l'[Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce](#) (*General Agreement on Tariffs and Trade* ou GATT signé par vingt-trois pays le 30 octobre 1947 et entré en vigueur le 1^{er} janvier 1948, siège à Genève) qui fonctionne comme un [forum](#) de discussion qui la remplace.

- **« L'économie-monde » américaine est le cœur du système** : les États-Unis sont le second pilier du système, la stabilité de l'économie mondiale repose sur leur hégémonie. A la fin de la guerre, 2/3 des réserves mondiales d'or sont détenues par les Américains et ils produisent la moitié du charbon, les deux tiers du pétrole et plus de la moitié de l'électricité au niveau mondial. Bretton Woods institutionnalise la domination du dollar des États-Unis ([USD](#)), monnaie nationale et internationale, devise de réserve des banques centrales. Le système mis en place à [Bretton Woods](#) est un système de change fixe avec [étalon de change or](#) fondé sur le seul dollar. Une once d'or ([once troy](#) = 31,1 g) valait \$35. Les changes étaient fixes mais ajustables c'est-à-dire que moyennant l'accord des autres un pays pouvait dévaluer ou réévaluer sa monnaie pourvu qu'un plan d'ajustement fût mis en œuvre. Le [FMI](#) était chargé de la supervision de ce mécanisme. La domination américaine se lit dans le choix d'installer les sièges du FMI et de la BM à [Washington DC](#). Les États-Unis occupent une position dominante au sein du FMI.
- **L'efficacité de Bretton Woods est à relativiser** : le système monétaire n'entre en vigueur qu'en 1958 quand les États européens rétablissent la convertibilité de leurs monnaies. Il ne dure vraiment que treize ans. La croissance occidentale des « [Trente Glorieuses](#) » (1945-1973) tient plus au succès du [plan Marshall](#) américain (5 juin 1947), au financement des dépenses militaires et au déficit de la [balance des paiements](#) des États-Unis. De plus, cette gouvernance économique américaine reste géographiquement limitée par la « Guerre froide » (1947-1991). Elle est en outre contestée par les pays pauvres : le [G77](#) formé à la [Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement](#) (CNUCED) en juin 1964 réclame l'instauration d'un « nouvel ordre économique mondial » qui soit plus favorable aux intérêts des pays en développement.

2. De la fin de Bretton Woods (1971-1976) à la crise de la dette de la zone euro (depuis 2010) : une gouvernance mondiale néolibérale

- **La fin du système monétaire international de Bretton Woods :** jusqu'en 1958, il y a trop peu de dollars. Puis la situation se retourne : une inflation de dollars se produit, notamment, du fait des dépenses considérables de la guerre du Vietnam (1964-1973) et de la course à l'espace (ex. : alunissage en 1969). Les pays (Allemagne fédérale, Japon...) qui exportent le plus vers les États-Unis accumulent d'immenses réserves en dollars. Les demandes de remboursements des dollars excédentaires en or commencent. Les États-Unis suspendent la convertibilité du dollar en or le 15 août 1971. Le système des taux de change fixes s'écroule définitivement en mars 1973 avec l'adoption du régime de changes flottants (c'est-à-dire qu'ils s'établissent en fonction de l'offre et la demande des marchés financiers => le cours des monnaies varie au jour le jour). Le 8 janvier 1976, à Kingston, les Accords de la Jamaïque confirment officiellement l'abandon du système monétaire de Bretton Woods.
- **L'adaptation des institutions économiques internationales :** le FMI change de rôle et devient un « gendarme » des politiques publiques en développant des programmes d'ajustement structurel pour les pays endettés. Le système du commerce international est transformé par le remplacement du GATT par l'Organisation mondiale du commerce (OMC, Genève, 1^{er} janvier 1995) qui élargit les négociations commerciales à l'agriculture et aux services. Les débats se font désormais autour des problèmes de concurrence et de libre accès au marché.
- **Le triomphe de « l'école de Chicago » et du néolibéralisme à partir des années 1970 :** à partir des années 1970, l'influence du Keynésianisme s'efface, l'Université de Chicago domine la pensée économique (ex. : Milton Friedman) et réaffirme la doctrine du libéralisme économique (néoclassique). Des économistes influents, issus majoritairement des grandes universités anglo-saxonnes, vont propager ces idées au FMI, BM, Commission européenne, etc. Dans les pays pauvres des années 1980-1990, des programmes d'ajustement structurel néolibéraux (austérité budgétaire, privatisations, réduction du nombre de fonctionnaires...) sont imposés (ex. : les « Chicago Boys » du « miracle [économique] chilien » sous la dictature de Pinochet) avec des résultats très inégaux (certains dénoncent une « thérapie de choc [économique] »). À l'initiative du président républicain des États-Unis d'Amérique Ronald Reagan (1981) et du premier ministre britannique conservateur Margaret Thatcher (1979), le néolibéralisme politique triomphe mondialement : la régulation publique recule avec la libéralisation des mouvements de capitaux, la privatisation des entreprises publiques, la déréglementation et la désintermédiation du secteur financier. Confiance est désormais faite aux capacités d'autorégulation des marchés et au contrôle d'autorités indépendantes de l'État : banques centrales, agences de notation, chambres de compensation internationale... Cette évolution entraîne une accélération de la mondialisation mais aussi le retour des

- crises financières qui se multiplient à partir de 1987.
- **L'avènement de la « gouvernance »** : les déséquilibres financiers et économiques, les menaces qui pèsent sur l'environnement, les inégalités sociales à l'échelle planétaire montrent la nécessité d'une régulation de la mondialisation. Mais on estime désormais que celle-ci ne peut se faire à l'intérieur du cadre des institutions de 1944-1947 ou par de simples politiques inter-étatiques. Une nouvelle conception de gouvernement du monde, la « gouvernance », apparaît. Le terme vient des milieux économiques et est repris en 1989 par la BM puis par les dirigeants politiques. La gouvernance propose un nouveau mode de gestion des relations internationales à mi-chemin entre un gouvernement mondial et la simple coopération entre nations. Elle repose sur la prise de conscience du caractère mondial de problèmes qui ne peuvent être réglés que par l'élaboration de normes communes. Elle remet en cause le monopole de l'État sur les affaires mondiales en prétendant associer, dans une relation horizontale, sans domination, acteurs étatiques et acteurs non étatiques. Sa définition pose cependant un certain nombre de difficultés car son sens varie en fonction des acteurs qui l'emploient et elle est aujourd'hui employée à différentes échelles, aussi bien pour désigner la gestion d'un État que celle d'une entreprise.
 - **Les acteurs de la gouvernance** : la gouvernance se manifeste par l'influence grandissante des acteurs non étatiques comme les firmes multinationales, les [ONG](#), les scientifiques. Elle est aussi défendue par les organisations internationales, en particulier l'ONU qui à travers les grandes conférences qu'elle organise sur les principales questions globales a beaucoup contribué à la promouvoir. Les États se sont aussi saisis de l'aspiration à la gouvernance. Dès les années 1970, ils ont voulu relancer la coordination des politiques économiques par l'essor des organisations régionales et par l'institutionnalisation de rencontres multilatérales au sommet. C'est ainsi qu'en 1975 naît le G6 qui s'ouvre au Canada en 1976 (G7) puis à la Fédération de Russie en 1997 ([G8](#)). A la faveur de la crise de 2008, le [G20](#) (né en 1999) prend de l'importance afin de tenir compte des nouveaux équilibres de l'économie mondiale, en particulier de l'ascension des pays émergents. A l'origine limitées aux questions économiques, les discussions se sont ouvertes à tous les thèmes : migrations, flux illégaux, environnement, terrorisme... Le choix qui a donc été fait est celui de négociations internationales classiques. Derrière l'appel au renforcement de la gouvernance mondiale, on retrouve les concepts traditionnels de multilatéralisme, de diplomatie de « club réservé aux plus riches ».

Conclusion

[à faire en classe par la classe]

Jusqu'aux années 1970, la gouvernance économique mondiale se fait dans un cadre assez stable celui des accords de Bretton Woods (1944) avec la superpuissance américaine comme cœur du système. La période suivante est caractérisée par le triomphe du néolibéralisme politico-économique.

On peut résumer cette transformation de la gouvernance économique

mondiale comme le **passage de Keynes à Friedmann** (Milton).

La [crise financière de 2007-2008](#), suivie d'une [récession mondiale \(2008-2009\)](#) et de la [crise de la dette de la zone euro](#) (depuis 2010, n'ont pas), malgré les discours et une brève [résurgence keynésienne en 2008-2009](#), changé fondamentalement la situation.